

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2010-2011

---

25 NOVEMBRE 2010

---

**Proposition de résolution en vue de la mise en place d'un nouveau mécanisme de contrôle interparlementaire de la politique étrangère, de sécurité et de défense européenne suite à l'adoption du Traité de Lisbonne et à la dissolution de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale**

(Déposée par M. Armand De Decker et consorts)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

### A. Dénonciation du Traité de Bruxelles modifié (1954) (Traité de l'UEO de 1954)

Le 30 mars 2010, le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé son intention de se retirer de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Le 31 mars 2010, le Conseil permanent de l'UEO, au nom des Hautes Parties Contractantes au Traité de Bruxelles modifié (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni) a adopté une déclaration portant dénonciation du Traité de Bruxelles modifié et entraînant la dissolution de l'UEO. Cette dissolution interviendra au terme d'un an à compter de la notification aux autorités belges, l'État dépositaire, de la dénonciation du traité par les Hautes Parties Contractantes.

Dans la déclaration officielle, le Conseil permanent de l'UEO motive sa décision comme suit :

«L'UEO a largement contribué à la paix et à la stabilité en Europe ainsi qu'au développement de l'architecture européenne de sécurité et de défense, en favorisant la consultation et la coopération dans ce

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2010-2011

---

25 NOVEMBER 2010

---

**Voorstel van resolutie met het oog op de invoering van een nieuw mechanisme van interparlementaire controle op het Europees buitenlands, veiligheids- en defensiebeleid na de goedkeuring van het Verdrag van Lissabon en de ontbinding van de Assemblée van de West-Europese Unie**

(Ingediend door de heer Armand De Decker c.s.)

---

## TOELICHTING

---

### A. Opzegging van het gewijzigde Verdrag van Brussel (1954) (WEU-verdrag van 1954)

Op 30 maart 2010 heeft de regering van het Verenigd Koninkrijk haar voornemen aangekondigd om zich uit de West-Europese Unie (WEU) terug te trekken.

Op 31 maart 2010 heeft de Permanente Raad van de WEU, in naam van de Hoge Verdragsluitende Partijen van het gewijzigde Verdrag van Brussel (Duitsland, België, Frankrijk, Griekenland, Italië, Luxemburg, Nederland, Portugal, Spanje en het Verenigd Koninkrijk) een verklaring aangenomen houdende opzegging van het gewijzigde Verdrag van Brussel en als gevolg daarvan de ontbinding van de WEU. Die ontbinding zal plaatsvinden één jaar na de kennisgeving aan de Belgische overheid, die de depositaris is, van de opzegging van het verdrag door de Hoge Verdragsluitende Partijen.

De Permanente Raad van de WEU motiveert zijn beslissing in de officiële mededeling als volgt :

«*The Western European Union has made an important contribution to peace and stability in Europe and to the development of the European security and defence architecture, promoting consulta-*

domaine, et en menant des opérations sur plusieurs théâtres, y compris des missions de Petersberg.

Sur la base de l'œuvre accomplie par l'UEO et s'appuyant sur le principe de la solidarité européenne, l'Union européenne a repris depuis 2000 les missions de gestion des crises et développé une politique de sécurité et de défense commune.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne marque le commencement d'une nouvelle phase pour la sécurité et la défense européennes. L'article 42.7 du Traité de l'Union européenne (UE) stipule désormais que si un État membre est l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, et précise que les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'OTAN qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre.

Dans ce contexte, nous restons fermement attachés au principe de défense mutuelle figurant à l'article V du Traité de Bruxelles modifié.

L'UEO a donc rempli son rôle historique. C'est pourquoi nous, États parties au Traité de Bruxelles modifié, avons collectivement pris la décision de mettre fin au traité et, par conséquent de fermer l'Organisation ».

## **B. L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO)**

L'Assemblée a été créée en 1954 lorsque le Traité de Bruxelles de 1948 sur la coopération européenne en matière de sécurité et de défense a été modifié pour créer l'« Union de l'Europe occidentale ». Le Traité prévoit l'obligation pour les gouvernements membres représentés au Conseil de l'UEO de soumettre aux parlementaires nationaux qui siègent à l'Assemblée un rapport annuel écrit sur leurs activités dans le domaine de la sécurité et de la défense.

À la suite des décisions prises par les chefs d'État et de gouvernement au Conseil européen de Nice en décembre 2000, les organes décisionnels jugés nécessaires (Comité politique et de sécurité et Comité militaire, renforcé par un État-major) ont été officiellement mis en place dans le cadre du deuxième pilier de l'UE, afin d'assumer le rôle et les fonctions de l'UEO au sein de l'UE.

Le transfert d'institutions et de fonctionnaires vers l'UE a entraîné le développement d'un système de « double casquette ». Les ambassadeurs représentant les États membres au Comité politique et de sécurité

*tions and cooperation in this field, and conducting operations in a number of theatres, including Petersberg tasks.*

*Building on the achievements of the WEU and the principle of European solidarity, the EU has taken on crisis management tasks since 2000 and has now developed a Common Security and Defence Policy.*

*With the entry into force of the Lisbon Treaty, a new phase in European security and defence begins. Article 42.7 of the Treaty on the European Union now sets out that, if a Member State is the victim of armed aggression on its territory, the other Member States shall have towards it an obligation of aid and assistance by all the means in their power, and states that commitments and cooperation in this area shall be consistent with commitments in NATO, which for its members remains the foundation of their collective defence and the forum for its implementation.*

*In this context, we remain strongly committed to the principle of mutual defence of article V of the Modified Brussels Treaty.*

*The WEU has therefore accomplished its historical role. In this light we the States Parties to the Modified Brussels Treaty have collectively decided to terminate the Treaty, thereby effectively closing the organization ».*

## **B. De Assemblée van de West-Europese Unie (WEU)**

De Assemblée is opgericht in 1954, toen het Verdrag van Brussel van 1948 aangaande Europese samenwerking inzake veiligheid en defensie werd gewijzigd, om de « West-Europese Unie » op te richten. Het Verdrag voorziet in de verplichting voor de regeringen die lid zijn en die vertegenwoordigd zijn in de Raad van de WEU om de nationale parlementsleden die zitting hebben in de Assemblée een jaarverslag voor te leggen over hun activiteiten op het gebied van veiligheid en defensie.

Als gevolg van de beslissingen van de staats- hoofden en regeringsleiders op de Europese Raad van Nice in december 2000, werden de noodzakelijk geachte beslissingsorganen (Politiek en Veiligheidscomité en Militair Comité, versterkt met een staf) officieel geïnstalleerd binnen de tweede pijler van de EU, om de rol en de functies van de WEU binnen de EU te vervullen.

De overdracht van instellingen en ambtenaren naar de EU heeft de ontwikkeling met zich gebracht van een systeem van « twee petten ». De ambassadeurs die de lidstaten vertegenwoordigen in het Politiek en

de l'UE (COPS), l'organe politique directeur en matière de politique européenne de sécurité et de défense, forment également le Conseil permanent de l'UEO, qui rencontre régulièrement les commissions de l'Assemblée. Les ministres des affaires étrangères et de la défense siègent à la fois aux Conseils de l'UE et de l'UEO.

À la suite du transfert des activités opérationnelles de l'UEO à l'UE, l'Assemblée s'est consacrée principalement au suivi de la politique européenne de sécurité et de défense de l'UE, tout en restant attentive aux implications de l'engagement de défense collective (Article V) de l'UEO et de la coopération avec l'OTAN basée sur l'Article IV du Traité de Bruxelles modifié, qui établit un lien organique avec l'Alliance atlantique.

Considérant l'importance croissante des questions de sécurité et de défense et la nécessité d'exercer un suivi interparlementaire efficace, au niveau européen, des décisions intergouvernementales prises dans ce domaine, l'Assemblée avait révisé sa Charte et son règlement en 2008. En conséquence, les parlementaires des 27 États membres de l'UE pouvaient siéger de plein droit aux sessions plénières et aux réunions de commission de l'Assemblée, qui portait depuis lors le nom d'Assemblée européenne de sécurité et de défense (AESD). L'Albanie, la Croatie, l'Islande, la Norvège et la Turquie, membres européens de l'OTAN mais non de l'UE, étaient membres associés. En outre, les représentants d'un certain nombre de parlements nationaux (la Fédération de Russie, l'Ukraine, les pays du Balkan, ...), du Parlement européen et d'assemblées parlementaires internationales étaient invités soit en qualité de partenaires, soit en qualité d'observateurs.

### **C. Mise en place d'un nouveau mécanisme afin d'assurer la continuité du contrôle interparlementaire de la politique étrangère, de sécurité et de défense commune**

La dénonciation du Traité de Bruxelles modifié signifie la dissolution de l'UEO, y compris de son Assemblée. Cette dissolution interviendra au terme d'un délai d'un an à compter de la notification aux autorités belges de la dénonciation du traité par les Hautes Parties Contractantes.

La date butoir pour la cessation des activités de l'UEO est donc le 30 juin 2011.

Étant donné qu'il est inconcevable que la dissolution de l'UEO et le transfert de ses compétences à

Veiligheidscomité (PVC), het leidinggevende politieke orgaan inzake Europees veiligheids- en defensiebeleid, vormen tevens de Permanente Raad van de WEU, die geregeld contact heeft met de commissies van de Assemblee. De ministers van buitenlandse zaken en van landsverdediging hebben zowel zitting in de EU als in de WEU.

Als gevolg van de overdracht van de operationele WEU-activiteiten aan de EU, ging de aandacht van de Assemblee hoofdzakelijk naar de voortgangsbegeleiding van het Europees veiligheids- en defensiebeleid van de EU, waarbij zij aandacht bleef hebben voor de implicaties van het engagement van collectieve defensie (Artikel V) van de WEU en van de samenwerking met de NAVO op grond van Artikel IV van het gewijzigde Verdrag van Brussel, dat een organieke band met het Atlantisch Bondgenootschap tot stand brengt.

Gelet op het groeiende belang van de veiligheids- en defensieproblemen en op de noodzaak om op Europees niveau een efficiënte interparlementaire voortgangsbegeleiding uit te oefenen van de intergouvernementele beslissingen die op dat gebied worden genomen, had de Assemblee zijn Handvest en zijn Reglement in 2008 herzien. Daardoor konden de parlementsleden van de 27 EU-lidstaten van rechtswege zitting hebben in de plenaire vergaderingen en in de commissievergaderingen van de Assemblee, die sindsdien de naam Europese Interparlementaire Assemblee voor veiligheid en defensie (ESDA) draagt. Albanië, IJsland, Kroatië, Noorwegen en Turkije, Europese leden van de NAVO maar geen EU-leden, waren geassocieerde leden. Daarnaast werden vertegenwoordigers van een aantal nationale parlements (Russische Federatie, Oekraïne, de Balkanlanden, ...), van het Europees parlement en van internationale parlementaire assemblees uitgenodigd, als partners of als waarnemers.

### **C. Invoering van een nieuw mechanisme om de continuïteit van de interparlementaire controle op het gemeenschappelijk buitenlands, veiligheids- en defensiebeleid te waarborgen**

De opzegging van het gewijzigde Verdrag van Brussel komt neer op de ontbinding van de WEU, met inbegrip van haar assemblee. Die ontbinding gebeurt na afloop van de termijn van één jaar, die begint te lopen vanaf de kennisgeving van de opzegging van het verdrag door de Hoge Verdragsluitende Partijen aan de Belgische overheid.

Bijgevolg is 30 juni 2011 de einddatum, waarop de werkzaamheden van de WEU moeten worden gestaakt.

Aangezien de ontbinding van de WEU en de bevoegdheidsoverdracht aan de Europese Unie geens-

l'Union européenne par le Traité de Lisbonne n'entraîne un déficit démocratique, la conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (CPPUE) a chargé la Présidence belge d'élaborer une proposition d'un nouveau mécanisme de contrôle parlementaire de la PESC et de la PSDC d'ici à sa prochaine session qui se tiendra en avril 2011.

Il est donc crucial que le Sénat réfléchisse à la mise en place d'un nouveau système de contrôle interparlementaire de la politique étrangère, de sécurité et de défense commune dans le respect du Traité de Lisbonne et notamment de son Protocole n° 1 qui porte sur la collaboration entre les parlements nationaux et le parlement européen.

Le principe de base en serait que, dans l'intérêt de sa légitimité démocratique, la politique étrangère, de sécurité et de défense commune soit soumise à un suivi démocratique exercé collectivement par des parlementaires nationaux et par des membres du parlement européen au sein d'un forum interparlementaire.

Seule une structure de ce type permettrait aux parlementaires nationaux d'avoir une vue d'ensemble, au niveau européen, des grands thèmes de la sécurité et de la défense et de s'acquitter ainsi correctement de leurs obligations constitutionnelles nationales. Ce sont en effet les parlementaires nationaux qui votent les budgets de la défense de leur pays et décident de l'envoi de troupes dans des missions européennes ou internationales. C'est aussi eux qui approuvent les achats de matériel.

Il nous faut donc prendre l'initiative de mettre en place le mécanisme le plus adéquat afin de garantir la continuité du contrôle interparlementaire de la politique étrangère, de sécurité et de défense européenne après la dissolution de l'Assemblée de l'UEO.

Le présent projet de résolution a donc pour objet de proposer un système complet de contrôle interparlementaire européen qui associerait les parlements nationaux au parlement européen dans un forum qui assurerait le dialogue avec la Haute Représentante pour la politique étrangère, de sécurité et de défense de l'UE.

La création d'un tel forum assurerait une transparence accrue et une politique européenne plus proche des citoyens et de l'opinion publique de l'UE.

De surcroît, la poursuite du développement de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), anciennement politique européenne de sécurité et de défense (PESD), serait assurée, puisqu'elle s'appuierait

zins tot een democratische lacune mogen leiden, heeft de conferentie van de voorzitters van de parlementen in de Europese Unie het Belgische voorzitterschap de opdracht gegeven om tegen haar volgende bijeenkomst, in april 2011, een voorstel uit te werken voor een nieuw mechanisme van parlementaire controle op het Europees veiligheids- en defensiebeleid (EVDB) en op het Gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid (GBVB).

Het is bijgevolg van primordiaal belang dat de Senaat nadenkt over de invoering van een nieuw systeem voor de interparlementaire controle op het gemeenschappelijk buitenlands, veiligheids- en defensiebeleid dat in overeenstemming is met het Verdrag van Lissabon en meer bepaald met Protocol nr. 1 betreffende de samenwerking tussen de nationale parlementen en het Europees Parlement.

Dat nieuwe systeem moet gebaseerd zijn op het principe dat het gemeenschappelijk buitenlands, veiligheids- en defensiebeleid, in het belang van zijn democratische legitimiteit, moet worden onderworpen aan een democratisch toezicht dat, binnen een interparlementair forum, op collectieve wijze wordt uitgeoefend door nationale parlementsleden en leden van het Europees Parlement.

Een dergelijke structuur is de enige manier voor de nationale parlementsleden om een totaalbeeld te krijgen van de grote thema's inzake het veiligheids- en defensiebeleid, en om op correcte wijze hun nationale grondwettelijke verplichtingen na te komen. Op nationaal vlak liggen de beslissingen over de defensiebegroting en over troepen voor Europese of internationale missies immers bij de nationale parlementsleden, net zoals de beslissingen over de aankoop van materieel.

Het is bijgevolg onze taak om het meest geschikte mechanisme uit te werken opdat na de ontbinding van de WEU-assembly, de continuïteit van de interparlementaire controle op het Europees buitenlands, veiligheids- en defensiebeleid niet in het gedrang komt.

Dit ontwerp van resolutie wil dan ook een allesomvattend systeem voor een Europese interparlementaire controle voorstellen, waarbij de nationale parlementen en het Europees parlement als forum samenkomen om de dialoog met de Hoge Vertegenwoordiger voor het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid te voeren.

De oprichting van een dergelijk forum biedt waarborgen voor grotere transparantie en voor een Europees beleid dat minder ver staat van de burgers en van de publieke opinie in de EU.

Bovendien impliceert een dergelijk systeem, dankzij de volwaardige en volledige participatie van de nationale parlementen, dat het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid (GVDB) — voorheen

sur la participation pleine et entière des parlements nationaux. Ce sont en effet ceux-ci qui continueront à décider des ressources financières et des capacités nationales allouées à la PSDC et ce sont eux qui décideront en dernier ressort du déploiement des troupes pour la mise en œuvre des opérations de la PSDC.

Conformément aux articles 9 et 10 du Protocole n° 1 annexé au Traité de Lisbonne, ce contrôle et accompagnement interparlementaire de la PSDC se ferait par des parlementaires nationaux spécialisés dans les questions touchant à la politique étrangère et de défense des 27 pays membres de l'UE en association avec les membres de la commission des affaires étrangères du Parlement européen siégeant au sein de la sous-commission des questions de sécurité et de défense du même Parlement Européen.

Armand DE DECKER.  
Francis DELPÉRÉE.  
Bart TOMMELEIN.  
François BELLOT.  
Jacky MORAEL.  
Sabine de BETHUNE.

\*  
\* \*

het Europees veiligheids- en defensiebeleid (EVDB) — verder wordt ontwikkeld. De nationale parlementen zullen immers blijven beslissen over de financiële middelen en de nationale contingentdelen die voor het GVDB worden vrijgemaakt en het laatste woord hebben over het inzetten van troepen voor de uitvoering van operaties voor het GVDB.

Overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van Protocol nr. 1 bij het Verdrag van Lissabon zou die interparlementaire controle en begeleiding van het GVDB gebeuren door nationale parlementsleden die gespecialiseerd zijn in het buitenlands en defensiebeleid van de 27 lidstaten van de EU, samen met de leden van de Commissie Buitenlandse Zaken van het Europees Parlement die binnen dat parlement tevens lid zijn van de subcommissie veiligheid en defensie.

\*  
\* \*

## PROPOSITION DE RÉOLUTION

LE SÉNAT,

Considérant :

Que suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, l'Union européenne, en instituant la Haute Représentante et un service diplomatique européen (SEAE), et en prévoyant la définition progressive d'une politique de défense commune, entend renforcer de manière significative son action dans le domaine de la politique étrangère, de la défense et de la sécurité européenne;

Que tout cela nécessite aussi la définition du contrôle et du suivi parlementaires dans ce domaine stratégique;

Que le 31 mars 2010, le Conseil permanent de l'UEO, au nom des Hautes Parties Contractantes au Traité de Bruxelles modifié unissant l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni, a adopté une déclaration portant dénonciation du Traité et entraînant la dissolution de l'Union de l'Europe Occidentale en ce compris de son Assemblée;

Que cette dissolution interviendra au terme d'un délai d'un an à compter de la notification aux autorités belges de la dénonciation du Traité par les Hautes Parties Contractantes;

Que la date de la cessation des activités de l'UEO est le 30 juin 2011;

Que l'Assemblée parlementaire de l'UEO est jusqu'à ce jour l'unique instance parlementaire qui réunit des représentants des parlements des pays de l'UE et des pays candidats, des pays de l'OTAN non membres de l'UE, ainsi que, à titre d'observateurs, les représentants des parlements de la Russie, de la région du Caucase et des Balkans occidentaux, qui sont autant de régions cruciales pour la sécurité européenne;

Que lors de la dénonciation du Traité de Bruxelles modifié, par la déclaration du 31 mars 2010, les États membres de l'UEO — tout en reconnaissant que l'Assemblée parlementaire a contribué au développement d'une culture européenne de sécurité et de défense — ont encouragé «le renforcement éventuel du dialogue interparlementaire dans le domaine de la PSDC, y compris avec les pays candidats à l'adhésion à l'UE et tous les autres États intéressés».

Que les pays membres de l'Union européenne ont ensuite adopté une position similaire;

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE SENAAT,

Overwegende :

Dat de Europese Unie na de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon, met het instellen van een Hoge Vertegenwoordiger en een Europese diplomatieke dienst (EDEO), en met de geleidelijke invoering van een gemeenschappelijk defensiebeleid, haar optreden inzake het Europees buitenlands, defensie- en veiligheidsbeleid aanzienlijk wil opvoeren;

Dat dit alles ook de invoering van een parlementaire controle en voortgangsbewaking inzake dit strategische domein vereist;

Dat de Permanente Raad van de WEU in naam van de Hoge Verdragsluitende Partijen van het gewijzigde Verdrag van Brussel (België, Duitsland, Frankrijk, Griekenland, Italië, Luxemburg, Nederland, Portugal, Spanje en het Verenigd Koninkrijk) op 31 maart 2010 een verklaring heeft aangenomen houdende opzegging van het gewijzigde Verdrag van Brussel en als gevolg daarvan de ontbinding van de West-Europese Unie, met inbegrip van haar Assemblee;

Dat die ontbinding zal plaatsvinden één jaar na de kennisgeving aan de Belgische overheid van de opzegging van het Verdrag door de Hoge Verdragsluitende Partijen;

Dat de WEU op 30 juni 2011 haar activiteiten zal stopzetten;

Dat de Parlementaire Assemblee van de WEU tot op de dag van vandaag de enige parlementaire instantie is die vertegenwoordigers samenbrengt van de EU-lidstaten en kandidaat-lidstaten, van de NAVO-landen die geen lid zijn van de EU, en, in de hoedanigheid van waarnemers, vertegenwoordigers van de parlementen van Rusland, en van landen van de Kaukasus en de West-Balkan, regio's die van cruciaal belang zijn voor de Europese veiligheid;

Dat de lidstaten van de WEU in de verklaring van 31 maart 2010 houdende opzegging van het gewijzigde Verdrag van Brussel, erkennen dat de Parlementaire Assemblee heeft bijgedragen tot de ontwikkeling van een Europese cultuur van veiligheid en defensie en een eventueel sterkere interparlementaire dialoog inzake het GVDB aanmoedigen, ook met de kandidaat-lidstaten van de EU en met alle andere Staten die daarvoor belangstelling hebben;

Dat de lidstaten van de Europese Unie vervolgens een soortgelijk standpunt hebben aangenomen;

Que cet accompagnement interparlementaire de la PESC et de la PSDC doit être poursuivi dans le cadre de l'Union européenne et le respect du Traité de Lisbonne;

Que l'article 12 alinéa f du Traité sur l'Union européenne modifié par le Traité de Lisbonne affirme que « les parlements nationaux contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union en participant à la coopération interparlementaire entre parlements nationaux et le Parlement européen, conformément au protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne »;

Que l'article 9 du Protocole n° 1 au Traité de Lisbonne stipule que « le Parlement européen et les parlements nationaux définissent ensemble l'organisation et la promotion d'une coopération interparlementaire efficace et régulière au sein de l'Union »;

Que l'article 10 du Protocole n° 1 précise que la COSAC « peut également organiser des conférences interparlementaires sur des thèmes particuliers, notamment pour débattre des questions de politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de sécurité et de défense commune ».

Considérant également :

Que des forums parlementaires se sont au fil du temps mis en place dans le domaine de la politique étrangère, de la défense et de la sécurité;

— Chaque semestre, les présidents des commissions des affaires étrangères des pays de l'Union, du Parlement européen et des pays candidats se réunissent au sein de la COFACC, organisée et présidée par le parlement national du pays qui exerce la présidence semestrielle du Conseil Affaires générales et avec la participation de la Haute Représentante pour la PESC;

— Le Parlement qui exerce la présidence tournante de l'UE organise déjà des réunions semestrielles analogues des présidents des commissions de défense des parlements des pays membres, des pays candidats et du Parlement européen;

— La Commission des affaires étrangères du Parlement européen a organisé récemment, sans toutefois fixer une périodicité régulière, des rencontres interparlementaires sur des sujets concernant la PESC et la PSDC, ouvertes à la participation des représentants des parlements nationaux;

Dat deze interparlementaire begeleiding van het GBVB en het GVDB dus moet worden voortgezet in het raam van de Europese Unie en met inachtneming van het Verdrag van Lissabon;

Dat artikel 12, f, van het Verdrag van Lissabon tot wijziging van het Verdrag betreffende de Europese Unie bepaalt dat « De nationale parlementen [...] actief bij[dragen] tot de goede werking van de Unie door deel te nemen aan de interparlementaire samenwerking tussen de nationale parlementen en met het Europees Parlement, overeenkomstig het Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie »;

Dat artikel 9 van Protocol nr. 1 bij het Verdrag van Lissabon bepaalt dat « het Europees Parlement en de nationale parlementen [...] samen [bepalen] hoe binnen de Unie een efficiënte en regelmatige samenwerking tussen de verschillende parlementen kan worden georganiseerd en gestimuleerd »;

Dat artikel 10 van Protocol nr. 1 bepaalt dat de COSAC « ook interparlementaire conferenties over specifieke onderwerpen [kan] organiseren, met name om vraagstukken op het gebied van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, waaronder het gemeenschappelijk veiligheids- en defensiebeleid, te bespreken ».

Tevens overwegende :

Dat op het vlak van het buitenlands, defensie- en veiligheidsbeleid geleidelijk parlementaire fora zijn ontstaan :

— om de zes maanden vergaderen de voorzitters van de commissies voor buitenlandse zaken van de landen van de Unie, van het Europees Parlement en van de kandidaat-lidstaten in de COFACC, die wordt georganiseerd en voorgezeten door het nationale parlement van het land dat het zesmaandelijkse voorzitterschap van de Raad Algemene Zaken uitoefent, in aanwezigheid van de Hoge Vertegenwoordiger van het GBVB;

— het parlement dat het wisselende voorzitterschap van de EU uitoefent, organiseert reeds soortgelijke zesmaandelijkse vergaderingen met de voorzitters van de commissies voor defensie van de parlementen van de lidstaten, de kandidaat-lidstaten en het Europees Parlement;

— de commissie voor Buitenlandse Zaken van het Europees Parlement heeft, zonder daar een vast tijdschema aan te verbinden, onlangs interparlementaire ontmoetingen georganiseerd over het GBVB en het GVDB, waaraan vertegenwoordigers van de nationale parlementen konden deelnemen;

— La même Commission des affaires étrangères du Parlement européen a institué en son sein une sous-commission pour les questions de défense et de sécurité;

Que les organes mentionnés ci-dessus apparaissent, de par leur composition et leurs modalités de fonctionnement, exposés à un risque de compartimentation excessive qui limite la possibilité de garantir un contrôle interparlementaire de la PESD/PSDC qui soit à la hauteur des défis de sécurité et de défense auxquels l'Europe est appelée à faire face;

Qu'il convient donc de conférer stabilité et continuité à ce « renforcement du dialogue interparlementaire » sur les questions de politique de sécurité et de défense commune que la déclaration du Conseil permanent de l'UEO du 31 mars 2010 appelle de ses vœux, en rationalisant et en unifiant les forums de réflexion interparlementaire compétents dans ce domaine, tout en garantissant une représentativité et une continuité suffisantes;

Qu'il est essentiel d'établir conformément au Protocole n° 1 du Traité de Lisbonne un forum associant les parlements nationaux et le Parlement européen dans l'exercice d'une responsabilité commune en matière de politique étrangère, de défense et de sécurité européenne;

Que la Chambre des Députés italiens, le Sénat français et d'autres parlements européens se sont déjà prononcés dans le même sens;

Que le Parlement européen a organisé le 28 septembre dernier une conférence à ce sujet, à laquelle ont participé des représentants des parlements des 27 pays membres de l'UE;

Que la Conférence des Présidents de parlements de l'Union européenne (CPPUE) a chargé la présidence belge de présenter une proposition d'ici à sa prochaine session d'avril 2011;

#### PROPOSE :

L'institution d'une « Conférence interparlementaire pour la politique de défense et de sécurité européenne », composée de délégations des Parlements des pays membres et candidats de l'UE, du Parlement européen, ainsi que, éventuellement, des pays européens de l'OTAN non membres de l'UE;

Participeront à la Conférence la Commission des affaires étrangères du Parlement européen ainsi que des délégations parlementaires nationales — représentatives de la majorité comme de l'opposition — constituées en règle générale de membres des Commissions des affaires étrangères, de la défense et des affaires européennes;

La Conférence, qui aura son siège à Bruxelles au Parlement européen, se réunira au moins deux fois par

— binnen die commissie voor Buitenlandse Zaken van het Europees Parlement is een subcommissie veiligheid en defensie opgericht;

Dat vanwege de samenstelling en werkwijze van de bovenvermelde instanties het risico bestaat van een overdreven compartimentering, waardoor de interparlementaire controle op het GBVB/GVDB wellicht minder opgewassen is tegen de uitdagingen inzake veiligheid en defensie waarvoor Europa staat;

Dat het dus aangewezen is om stabiliteit en continuïteit te verlenen aan deze « versterking van de interparlementaire dialoog » betreffende gemeenschappelijke defensie- en veiligheidskwesties waartoe de verklaring van 31 maart 2010 van de Permanente Raad van de WEU oproept, door de bevoegde parlementaire overlegfora te rationaliseren en te verenigen, zonder daarbij de representativiteit en de continuïteit uit het oog te verliezen;

Dat het essentieel is om overeenkomstig Protocol nr. 1 van het Verdrag van Lissabon een forum op te richten dat de nationale parlementen en het Europees Parlement verenigt voor de uitoefening van een gezamenlijke verantwoordelijkheid inzake het Europees buitenlands, defensie- en veiligheidsbeleid;

Dat de Italiaanse Kamer van volksvertegenwoordigers, de Franse Senaat en andere Europese parlementen reeds een oproep in dezelfde zin hebben gedaan;

Dat het Europees Parlement op 28 september jongstleden een conferentie over dit onderwerp heeft gehouden, waaraan vertegenwoordigers van de parlementen van de 27 EU-lidstaten hebben deelgenomen;

Dat de Conferentie van voorzitters van de parlementen van de Europese Unie het Belgisch voorzitterschap heeft opgedragen om tegen haar volgende vergadering in april 2011 een voorstel uit te werken;

#### STELT VOOR :

Een « Interparlementaire Conferentie voor het Europees defensie- en veiligheidsbeleid » op te richten, samengesteld uit delegaties van de parlementen van de lidstaten en kandidaat-lidstaten van de EU, van het Europees Parlement, en, eventueel, van de Europese NAVO-lidstaten die geen lid zijn van de EU;

De commissie voor Buitenlandse Zaken van het Europees Parlement en nationale parlementaire delegaties — met leden van zowel de meerderheid als de oppositie — die meestal zullen bestaan uit leden van de commissies voor Buitenlandse Zaken, Defensie en Europese Aangelegenheden, nemen deel aan de Conferentie;

De Commissie zal gevestigd zijn in het Europees Parlement te Brussel en zal minstens twee maal per



an. Elle pourra tenir des réunions extraordinaires en cas de nécessité et d'urgence;

La Conférence, qui sera dotée d'un secrétariat restreint, approuvera son propre règlement et ses modalités de fonctionnement. Elle pourra notamment se doter d'une Commission politique et d'une Commission de Défense;

La Haute Représentante sera invitée aux réunions de la Conférence et elle y exposera personnellement au moins deux fois par an les lignes directrices et les stratégies de la politique étrangère et de défense commune de l'Union;

Souhaite que toutes les assemblées parlementaires concernées mènent une réflexion allant dans le même sens afin qu'une proposition commune puisse être adoptée lors de la Conférence des Présidents des parlements de l'Union européenne;

Demande au gouvernement de soutenir la proposition formulée ci-dessus au niveau européen et, sur la base de celle-ci, de favoriser la recherche de la solution la plus efficace.

23 novembre 2010.

Armand DE DECKER.  
Francis DELPÉRÉE.  
Bart TOMMELEIN.  
François BELLOT.  
Jacky MORAEEL.  
Sabine de BETHUNE.

jaar vergaderen. In noodzakelijke en dringende gevallen kan zij buitengewone vergaderingen organiseren;

De Conferentie, die uitgerust zal worden met een beperkt secretariaat, keurt haar eigen reglement en werkingsregels goed. Binnen de Conferentie kunnen met name een politieke commissie en een defensiecommissie worden opgericht;

De Hoge Vertegenwoordiger wordt uitgenodigd op de vergaderingen van de Conferentie en licht minstens twee maal per jaar persoonlijk de hoofdlijnen en strategieën van het gemeenschappelijk buitenlands en defensiebeleid van de Unie toe;

Wenst dat alle belanghebbende parlementaire assemblees hiervoor een bespreking houden opdat een gemeenschappelijk voorstel kan worden goedgekeurd tijdens de Conferentie van voorzitters van de Parlementen van de Europese Unie;

Vraagt de regering het onderhavige voorstel te steunen op Europees niveau, en het te gebruiken als basis om tot de meest doeltreffende oplossing te komen.

23 november 2010.